

Ce samedi 27 avril 2019, à la piscine de Joigny, 70 personnes ont répondu à l'appel du Collectif d'action des trois vallées. L'association invitait à faire analyser ses urines, afin de déterminer d'éventuelles traces de pesticides. Les résultats seront connus dans un délai de trois semaines.

Les premiers sont arrivés à 6 heures du matin, samedi 27 avril 2019, à la piscine intercommunale de Joigny. Pas en vue d’enchaîner les longueurs dans le grand bassin, non. Mais pour faire pipi. Pour faire pipi dans un tube, comme au laboratoire d’analyses, comme dans le cadre de la visite médicale du travail. Pourquoi?? Pourquoi cette motivation de la part de 70 personnes, dont une fillette de cinq ans??

**En présence d'huissiers de justice**

Basé à Senan (Jovinien), le Collectif d’action des trois vallées (C3V) relayait une campagne nationale, partie d’Ariège en 2018, visant à démontrer que le glyphosate - herbicide utilisé massivement dans l’agriculture, soupçonné d’être cancérigène  - est présent dans le corps de tout citoyen. Les urines seraient en effet les principaux marqueurs de notre ingestion quotidienne de pesticides.

L’opération, à laquelle la rédaction de Joigny de *L’Yonne républicaine* a participé, s’est déroulée de 6 à 9 heures en présence d’huissiers de justice. On vous raconte.

**Échantillons scellés**

Quelques coups de fil aux organisateurs, la veille du reportage - lesquels ont souhaité rester discrets en communiquant *a minima* avant l’opération afin qu’elle se déroule dans les meilleures conditions - et hop, le rendez-vous est pris, pour moi la journaliste, à 8 heures tapantes, samedi.

[Le département de l'Yonne, pas un si mauvais élève en matière d'utilisation de pesticides](https://www.lyonne.fr/auxerre-89000/agriculture/le-departement-de-l-yonne-pas-un-si-mauvais-eleve-en-matiere-d-utilisation-de-pesticides_13060766/)

Pour bien faire, je n’aurais pas dû faire pipi après minuit. Pour bien faire aussi, il fallait zapper le petit-déjeuner. Sauf que, question de retenir le premier pipi du matin, je n’ai pas été une bonne élève… Tant pis, me glissera le collectif. Je ne suis pas la seule. Des « pisseuses et pisseurs involontaires » de glyphosate comme dit la campagne nationale sont venus spécialement de Puisaye et de Clamecy en voiture. Alors ils ont craqué, forcément. Il suffira juste de le signaler sur la fiche de renseignements. Que je remplis. Nom, prénom, adresse. Je présente ma carte d’identité. Habitudes de vie, taille, poids, âge, nombre de cigarettes quotidiennement grillées : je réponds à tout.

Et me voilà, obligatoirement en « slip et soutif » devant un huissier - féminin - dans les vestiaires des femmes. C’est mon tour. On me tend un tube étiqueté avec mon numéro de dossier. Direction les toilettes. Dans la foulée, le tube est scellé, rangé avec des dizaines d’autres échantillons. C’est fini. Séance rhabillage et papotage dans les vestiaires, avant un petit café.

**Les analyses réalisées en Allemagne**

L’ambiance, dans les couloirs, est bon enfant. Amicale, même. Tout le monde se tutoie. Des affiches, de la documentation sont à disposition. Les résultats provoqueront-ils une prise de conscience?? Feront-ils que je ferai davantage attention à ma santé, à celle de mes enfants?? Je vous dirai. En attendant, c’est vrai… Je cogite.

***Sophie Thomas***  
***sophie.thomas@centrefrance.com***

**Les résultats.**  C’est le Collectif d’action des trois vallées (C3V) qui recevra les résultats et les communiquera, d’ici un délai de trois semaines. Les échantillons d’urine, scellés, auront auparavant été analysés par le laboratoire BioCheck, en Allemagne.

Le but de l'opération est, une fois que les résultats seront connus, de porter plainte contre les fabricants et décideurs qui autorisent ces pesticides. À Joigny, environ 80 % des personnes présentes samedi ont annoncé leur intention de le faire. À noter, enfin, que la participation était payante, de l'ordre de 85 ou 135 € par personne en fonction du souhait, ou non, de porter plainte. Des dons ont permis de financer les frais d'huissiers et un fonds de solidarité était ouvert.